

LA DISSUASION NUCLÉAIRE FRANÇAISE : GENÈSE ET ACTUALITÉ

Discours prononcé par M. Pierre MESSMER, Chancelier de l'Institut
lors du colloque organisé le 15 février 2002 à Oxford
sur le thème

« La France, la Grande-Bretagne et les politiques de défense de Nassau à Nice : continuité et développement »

Je présente mon exposé en Français parce qu'il est plus décent, à Oxford, de parler un français acceptable qu'un anglais déplorable.

C'est comme acteur et témoin que je m'exprimerai et non comme historien, ce que je ne suis pas. On peut donc me demander d'être sincère, ce qui ne veut pas dire objectif. L'acteur et le témoin sont plus ou moins engagés dans l'action, tandis que l'historien, en règle générale, refuse l'engagement ou veut le faire croire.

Pour apprécier la valeur de leur témoignage, il est utile de situer l'acteur ou le témoin par rapport à l'événement : de même qu'un paysage varie selon le lieu d'où on l'observe, une bataille politique, économique ou guerrière est perçue différemment par chacun des acteurs.

Je commencerai donc par dire, brièvement, quelle a été ma situation par rapport à l'énergie nucléaire.

- En Août 1945, quand les deux premières bombes atomiques américaines frappent Hiroshima et Nagasaki, j'étais parachutiste, chef de la mission militaire française à Calcutta. La capitulation japonaise me donne comme à tous les combattants un immense soulagement : nous savons que nous survivrons à cette guerre. C'est pourquoi l'arme atomique n'a pas pour moi ce caractère d'horreur qu'on lui attache à juste titre aujourd'hui.
- De 1960 à 1969, Ministre des Armées du Général de Gaulle, j'ai été le principal exécutant du programme français d'armement nucléaire. Je l'ai défendu dans les débats au Parlement. J'en ai surveillé de près les progrès et j'ai assisté personnellement à deux essais, au Sahara et au Pacifique. J'ai été gravement irradié, à la suite d'un incident de tir.
- De 1972 à 1974, étant Premier Ministre j'approuve et je fais lancer par EDF le programme de centrales électro-nucléaires qui porte mon nom et qui assure aujourd'hui 76% de la production d'énergie électrique en France.

J'ai donc une sorte de familiarité avec l'énergie nucléaire, civile et militaire, sentiment qui n'est pas celui de tous les français.



Avant de Gaulle les études d'armes nucléaires avaient commencé en France.

Dans les années cinquante, la quatrième République a lancé un programme de recherches sur la fusion de l'atome. Ce programme était conduit par le Commissariat à l'Energie Atomique, C.E.A., sous l'autorité du Ministre chargé de la Recherche Scientifique.

- Le 26 Décembre 1954, Le Président du Conseil Mendès-France décide la fabrication d'une arme nucléaire et crée, au C.E.A., le Bureau d'Etudes Générales ancêtre de la Direction des Applications Militaires, la D.A.M.
- Le deuxième plan quinquennal de l'énergie atomique voté par le Parlement en 1957 prévoit la construction d'une usine de séparation isotopique.
- Le 11 Avril 1958, le Président du Conseil Félix Gaillard décide que la première explosion nucléaire aura lieu en 1960.

Mais ce programme n'a pas été assumé politiquement par des gouvernements fragiles et instables. Sans être clandestin, il restait entouré d'une grande discrétion, parce que les ministres craignaient de choquer l'opinion publique, très sensible en France et à l'étranger.

En outre, il a fait l'objet de négociations secrètes mais imprudentes avec l'Allemagne et l'Italie dont Jacques Chaban Delmas, alors Ministre de la Défense, attendait une aide technique et financière appréciable.

Cet accord sera dénoncé par le Général de Gaulle, dès son retour au pouvoir.



De Gaulle va immédiatement accélérer et amplifier le programme nucléaire.

Il affirme « La nécessité de disposer des armes les plus puissantes de l'époque, à moins bien entendu, que les autres cessent d'en posséder » (19 Avril 1963) ¹. Il avait déjà annoncé : « Nous continuerons de toute manière nos essais jusqu'à ce que ce but soit atteint » (15 Mars 1962)

On remarquera que ces déclarations publiques ne font pas référence à la stratégie de dissuasion. De Gaulle la connaît et approuve même la théorie du Général Gallois, contestée par les Russes et les Américains, de la dissuasion du faible au fort. Mais, pour lui, l'essentiel est que la France dispose des armes les plus puissantes, confirmant ainsi sa place au rang des cinq Grands, membres permanents du Conseil de Sécurité de l'ONU.

Avec quels moyens financiers ? Grâce à deux lois de programme (1960-1964 et 1965-1970) dans lesquelles les systèmes d'armes nucléaires tiennent la place principale : dans la première loi, 6 milliards de francs sont affectés aux armes nucléaires, prévision très

¹ Discours et messages Tome IV, p 92-96 – Paris Plon.

insuffisante, les dépenses réelles ayant dépassé 10 milliards. L'usine de Pierrelatte, destinée à l'enrichissement de l'uranium par centrifugation coûtera trois fois plus cher que prévu.

Mieux calculés grâce à l'expérience acquise, les crédits ouverts par la deuxième loi de programme seront à peu près respectés : 58.243 millions dépensés pour 54.898 programmés l'écart représentant environ la hausse des prix, les systèmes d'armes nucléaires en recevant la plus grande part.

L'importance de ces lois a été autant politique que financière. De Gaulle voulait, en rupture avec la pratique confidentielle de la IV^{ème} République, que sa politique d'armement nucléaire fut approuvée par le Parlement.

Ce qui ne s'est pas fait sans débat : pour la première loi en 1960, le Gouvernement a dû engager trois fois sa responsabilité et a fait l'objet de trois motions de censure qui n'ont pas été adoptées. L'opposition venait de la gauche socialiste et communiste, par principe, du centre très atlantiste, et de l'extrême droite attachée à l'Algérie française. Cette forte opposition qui a échoué au Parlement aura une réelle influence sur les savants français qui, à de rares exceptions près refuseront leur collaboration au programme d'armes nucléaires. La conception et la réalisation du programme seront l'œuvre d'ingénieurs militaires et d'officiers qui sont de bons ingénieurs mais non des savants en physique nucléaire.

Ainsi s'explique le long délai qui sépare la première explosion thermonucléaire (24 Août 1968) de la première explosion atomique (13 Février 1960) plus de huit ans : aucune puissance nucléaire n'a mis aussi longtemps pour passer de la fission à la fusion. Exception française dont nous n'avons pas lieu d'être fiers.

Opposition intérieure, donc, mais opposition extérieure, aussi.

- Les « grands » qui disposent déjà de l'arme, U.S.A, U.R.S.S., Grande Bretagne, et viennent de signer en 1958 un accord interrompant leurs essais, font pression sur la France. L'une des constantes de la politique étrangère américaine est son hostilité à la dissémination des armes nucléaires. Les accords anglo-américains de Québec, en 1943, comportaient déjà une clause interdisant tout transfert de connaissance à un pays tiers. En 1946, la loi Mac Mahon amendée en 1958 ne permet la communication de données secrètes et le transfert de matières fissibles et fusibles qu'aux états ayant accompli « des progrès substantiels » dans ce domaine.
- Par une interprétation extensive de la loi, tout transfert de technologie est interdit s'agissant de missiles pouvant être équipés d'une tête nucléaire.
- Moins bruyante est l'opposition africaine aux tirs sahariens par crainte de retombées et par anticolonialisme : le Maroc et le Nigeria l'expriment très énergiquement, mais se font plus discrets après que les essais sont transférés de Reggane à In Ekker où les tirs sont souterrains.
- L'opposition des nations du Pacifique, Australie, Nouvelle Zélande, Chili aux tirs d'essais en Polynésie prend la relève de l'opposition africaine et sera plus durable bien qu'aucune retombée notable n'ait jamais été constatée et bien que les tirs américains et britanniques aient été auparavant tolérés.

- On notera enfin l'agacement de nos voisins et alliés européens qui sont un peu jaloux et voient dans notre armement nucléaire une menace pour la cohésion de l'O.T.A.N. dont la France sortira d'ailleurs en 1966.

La Grande Bretagne a montré beaucoup de retenue dans les critiques de la politique nucléaire française, parce qu'elle la comprenait, même si elle se trouvait parfois, de notre fait, dans une position inconfortable. L'exemple le plus connu est celui du gouvernement MacMillan adoptant les fusées américaines Polaris pour l'armement de ses sous-marins à la conférence de Nassau du 18 au 21 Décembre 1962. De Gaulle réplique le 14 Janvier 1963 ⁽¹⁾²: « Personne ne s'étonnera que nous ne puissions pas y souscrire ». Le même jour et dans la même conférence de presse il prononce son veto contre l'entrée de la Grande Bretagne dans le marché commun.

De 1960 à 1969, la diplomatie française a été souvent au service des armées, en dépit des règles habituelles qui veulent que les armes soient au service de la politique. Mais, pour de Gaulle, l'arme nucléaire était aussi une arme politique.

L'opposition américaine disparaîtra quand Nixon qui vient d'être élu Président des Etats-Unis mais n'est pas encore entré en fonctions, viendra à Paris, le 28 Février 1969, et annoncera à de Gaulle que l'opposition des Etats-Unis à l'armement nucléaire français appartient au passé. Kissinger qui l'accompagne vient me dire la même chose au Ministère des Armées.



Après de Gaulle l'opposition des partis politiques à l'armement nucléaire français disparaît rapidement ; les Communistes se prononcent les premiers, bientôt suivis par les Socialistes et les Centristes. Aujourd'hui, on peut dire qu'il n'y a plus d'opposition à l'arme nucléaire en France ; les Verts eux-mêmes sont discrets sur cette question.

François Mitterrand devenu Président de la République en 1981 déclare que l'arme nucléaire « est une réalité, un prestige, un atout pour notre rayonnement ». Jusqu'en 1995, les Présidents de la République et les Gouvernements Français ont prolongé, en fait, la politique nucléaire du Général de Gaulle, alors même que l'implosion de l'Union Soviétique et l'affaiblissement de la menace, à l'Est, la remettaient en question depuis 1990.

En 1995, après la dernière campagne de tirs à Mururoa, le démantèlement du Centre d'Essais du Pacifique a été décidé et, le 6 Avril 1998, le traité d'interdiction complète des essais nucléaires a été ratifié par la France. Plus importante encore a été la décision unilatérale de désarmement nucléaire. Les usines de Marcoule et Pierrelatte ont été démantelées et la France a détruit tous ses systèmes d'armes nucléaires sol-sol, fixes et stratégiques (Plateau d'Albion) ou mobiles et tactiques (lanceurs Pluton et Hadès).

L'armement nucléaire français, quoique réduit, n'est pas négligeable :

- Quatre sous-marins à propulsion nucléaire portant chacun 16 engins armés de 6 têtes de 100 kilotonnes pouvant atteindre un objectif à 5000 kilomètres.

² Discours et messages T IV p.61-79 – Plon 1970

- Quarante six avions Mirage 2000 N et vingt quatre Super Etendard bientôt remplacés par des Rafale M, équipés d'engins air-sol ayant une portée de 300 kilomètres et une puissance de 300 kilotonnes.

Pour donner une idée de ce pouvoir de destruction, la bordée d'un SNLE a une puissance de 9600 kilotonnes, ce qui revient à dire

que deux sous-marins en patrouille ont une capacité de frappe équivalente à mille Hiroshima. Mais cet arsenal est exclusivement stratégique et on peut se demander s'il répond bien aux menaces nouvelles auxquelles nous devons faire face comme nos alliés et souvent avec eux.

Le coût de la dissuasion nucléaire française en 2002 s'élève à 17,6 milliards de F. soit 22% du budget des armées.

Aujourd'hui, une guerre mondiale est impossible, puisque les Etats-Unis sont la seule superpuissance au monde, mais les conflits régionaux et locaux se multiplient. En Europe, Bosnie, Kosovo et Tchétchénie ; en Asie, l'Afghanistan, la guerre Iran-Irak et la guerre du Golfe ; en Afrique, Erythrée contre Ethiopie, Ouganda et Rwanda contre Congo, et d'incessantes guerres civiles qui ont fait plus d'un million de morts et six millions de réfugiés au sud du Sahara depuis dix ans. L'administration américaine en a tiré argument pour son nouveau concept stratégique et la France a réagi en relançant avec la Grande Bretagne l'idée d'une défense européenne. Mais quand une intervention extérieure est projetée, il faut répondre à la question : quel effet voulons-nous obtenir par les armes ?

Les interventions dans les guerres civiles, à la demande de l'O.N.U. pour la défense des droits de l'homme posent des problèmes juridiques dans la discussion desquels je n'entrerai pas et soulèvent de graves difficultés d'exécution. Il est clair que les étrangers doivent éviter de prendre parti entre des adversaires haineux et inconciliables. En Bosnie, par exemple, le seul point commun entre Serbes, Croates et musulmans est leur refus de vivre ensemble ; la mission consistant à les y contraindre ne peut être assurée que par une autorité extérieure disposant de gros moyens militaires et financiers, comme celle qui consisterait à imposer, au nom des droits de l'homme, les règles de la démocratie au Rwanda et au Burundi, en proie aux haines tribales.

En outre, les Nations Unies ayant pour respectable souci d'éviter l'effusion de sang, il est habituellement interdit aux militaires chargés de telles opérations, de faire usage de leurs armes, sauf en cas de légitime défense. Il en résulte des situations absurdes et même déshonorantes comme, en Bosnie, la reddition sans combat et le désarmement de 250 soldats français ou la livraison à ses assassins d'un ministre bosniaque dont nous étions chargés d'assurer la protection. Il serait facile de multiplier les exemples tragiques ou comiques.

L'Organisation des Nations Unies n'a pas clairement conscience que le refus de la violence légitime est contradictoire avec l'action militaire. Comment, dans de telles conditions, demander à des hommes de sacrifier leur vie pour des causes aussi douteuses ? On comprend l'exigence américaine de « zéro mort » américain et les réticences des Etats-Unis à engager leurs soldats dans des interventions qu'ils n'ont pas décidées eux mêmes.

D'autant plus que la nouvelle forme de terrorisme met à rude épreuve notre pensée stratégique. La stratégie moderne, américaine comme européenne, repose sur l'idée que la vie humaine est précieuse, et d'abord celle de nos concitoyens. L'idée du suicide lui est totalement étrangère : c'est évident pour la dissuasion nucléaire fondée sur le postulat que l'adversaire ne prendra pas le risque du suicide collectif de sa population que lui infligerait la riposte de l'adversaire attaqué.

Or, le terrorisme moderne utilise des hommes qui acceptent ou même recherchent la mort. La menace des sanctions individuelles ou collectives les plus graves, comme la peine capitale sont inopérantes. Les spécialistes disent que nous sommes en présence de « stratégies dissymétriques », constatation qui ne veut pas dire grand chose et n'explique pas le fait que les plus faibles sont capables dans ces conditions de frapper cruellement les plus forts qu'ils surprennent par leur imagination diabolique et par un parfait mépris de la mort.

Dans le combat contre le terrorisme, plus encore que dans les interventions extérieures, les vieilles alliances classiques, comme l'O.T.A.N. avec ses gros bataillons, ses états-majors pléthoriques et sa pensée sclérosée, ne sont pas d'un grand secours. Pour agir efficacement sur des terrains variés et dans des circonstances imprévues, il faut des services de renseignement efficaces, des moyens adaptés, capables d'interventions rapides sous un commandement national et avec le concours d'alliés qui ne seront pas toujours les mêmes.

Au début du XXI^{ème} siècle, nous sommes en proie à une forme de guerre que nos états croyaient disparue depuis des siècles. Les terroristes d'Al Kaida ne cherchent pas à s'approprier les richesses de l'Occident en renversant des gouvernements dont ils prendraient la place, ni l'indépendance de telle province ou tel pays soumis à une domination étrangère. Leur but est de détruire une civilisation qu'ils détestent. Pour eux les Etats-Unis sont un « Grand Satan » (nous, Européens, sommes de « petits Satans ») et le Président Bush répond en lançant sa « croisade du bien contre le mal ». Nous sommes en pleine idéologie.

C'est pourquoi nous ne gagnerons pas cette guerre par le seul et nécessaire emploi de la force, celle des policiers, des militaires, de l'économie mais en nous attaquant aux racines du mal qui sont dans l'idéologie adverse.

Et puisque cette idéologie est islamiste, nous ne pourrons y répondre que par une politique traitant l'Islam dans son ensemble et pas seulement par des interventions limitées et parfois contradictoires.

C'est possible mais, aurait dit Kipling, « this is an another story », ceci est une autre histoire.